

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES










ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de papier blanc et couleur pour
l'université Paris Saclay**

Consultation n° 2025-A010

**Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3 rue Joliot Curie
91190 Gif Sur Yvette**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture de papier blanc et couleur pour l'université Paris Saclay
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée du contrat.....	Erreur ! Signet non défini.
6 - Prix	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - Développement durable	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications.....	10
12.2 - Décision après vérification	10
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
14 - Pénalités	10
14.1 - Pénalités de retard	10
15 - Assurances	11
16 - Résiliation du contrat	11
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
17 - Règlement des litiges et langues	11
18 - Clauses complémentaires.....	11
18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	11
19 - Clauses techniques particulières	12
20 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

La fourniture de papier blanc et couleur pour l'université Paris Saclay

Les ateliers de reprographie, les directions et les composantes de l'Université Paris-Saclay ont besoin de papier multi-usage compatible avec tous les types de copieurs haut volumes et copieurs et imprimantes de proximité (laser, jet d'encre, noir et blanc, couleur) pour leurs activités quotidiennes et leur communication interne et externe (correspondances, circulaires, contrats, rapports, etc.) ainsi que pour divers travaux en noir et blanc et en couleur, avec ou sans finition (documents de scolarité, supports de cours, thèses, sujets d'examen, documents administratifs, etc.).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Le marché de fourniture de papier est ouvert à l'ensemble des directions et composantes de l'université Paris Saclay, situées sur les départements 91, 92 et 94.

Sites de Bures/Orsay/Gif-sur-Yvette :

- Services Centraux dont le Lumen Learning center
- UFR de Sciences -
- Polytech Paris-Saclay,
- UFR de pharmacie
- UFR des sciences du sport
- Faculté

Sites de Sceaux, Cachan et Kremlin-Bicêtre :

- UFR Droit-Economie-Mangement
- IUT de Sceaux et ses annexes
- Faculté de Médecine et ses annexes,
- IUT de Cachan (94).

La liste n'est pas exhaustive. Les ajouts ou retracts des lieux de livraison se feront par voie d'avenant.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Fourniture de papier recyclé pour copieurs, imprimantes pour l'ensemble de l'université
02	Fourniture de papier non recyclé réservé exclusivement aux ateliers de reproduction haut volumes de l'université

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum de 225 000 € HT annuel est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant de l'accord cadre se décompose de la manière suivante :

- Lot 1 - 100 000 € HT
- Lot 2 - 125 000 000 € HT

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (pour chaque lot)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour chaque lot
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de mémoire technique (pour chaque lot)
- Le catalogue (format électronique) en vigueur portant uniquement sur le papier avec les tarifs de vente et sur lesquels les remises s'appliqueront
- Le nuancier avec toutes les teintes proposées
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 13/06/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 15/06/2026.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison de chaque composantes de l'Université Paris Saclay destinataire, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations comme par exemple les prestations de livraison avec ou sans services associés, dont la dépalettisation et la livraison à l'étage.

Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) liste les différents articles faisant l'objet d'une commande sur BPU. En cours d'exécution du marché des références pourront être ajoutées au BPU en fonction des besoins de l'université.

Commandes hors BPU : En cas de besoins nouveaux ou spécifiques se rapportant à une fourniture de produits de même nature, papier uniquement, non référencée dans le B.P.U, il pourra être recouru au catalogue du titulaire. Le prix proposé sera le tarif public du fournisseur en cours, assorti du rabais précisé à l'acte d'engagement (proposition de rabais sur le catalogue).

Le titulaire s'engage à faire bénéficier à la personne publique, à tout moment, des prix des offres promotionnelles ou événementielles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle sur les produits objet du présent marché. Il notifie ces offres aux différents services de l'Université Paris Saclay dès leur parution en précisant leurs dates de validité.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle ou événementielle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché. Ces offres promotionnelles sont considérées comme faisant partie intégrante de l'offre du titulaire.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 03/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010763802 (n-3) / 010763802 (o))$	
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010762008 (n-3) / 010762008 (o))$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010763802 (n-3) / 010763802 (o))$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010762008 (n-3) / 010762008 (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Le titulaire devra transmettre à l'université, le calcul de la révision selon la formule indiquée au présent CCP. Cette dernière ne pourra s'appliquer qu'après validation de la direction de la performance des achats et marchés. Le titulaire devra fournir le nouveau BPU sous format excel en faisant apparaître les informations suivantes :

- Les prix initiaux HT
- Le coefficient de révision
- Les nouveaux tarifs HT après révision

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	010763802	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton
01	010762008	Indice du coût du travail - Salaires et charges - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H)
02	010763802	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton
02	010762008	Indice du coût du travail - Salaires et charges - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H)

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

L'avance sera versée après constitution d'une garantie à première demande exclusivement

Ce taux est fixé à 30 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Depuis le 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Clause 1 : Responsabilité sociale et conditions de travail

Le prestataire garantit que les services sont fournis dans le respect des droits des travailleurs et des conditions de travail décentes, en conformité avec les législations nationales et internationales.

À ce titre, il s'engage à :

Assurer des conditions de travail équitables et sûres pour toutes les personnes impliquées dans le processus de fabrication, de commercialisation et de distribution du papier.

Respecter les principes de non-discrimination et promouvoir l'égalité des chances au sein de ses équipes.

Le Titulaire du marché, s'il est une entreprise de plus de 50 salariés, s'engage à fournir annuellement, à la demande de l'université au moment de la revue de compte, son index d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, conformément aux obligations légales en vigueur.

Il s'engage à mettre en œuvre des mesures préventives pour protéger la santé et la sécurité des employés.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Clause 2 Respect de l'environnement et gestion des ressources

Le titulaire s'engage à fournir, pour les deux lots, du papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes) ou équivalent,.

Le fournisseur s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour minimiser l'empreinte écologique des produits fournis, en réduisant notamment la consommation d'eau, d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre lors de la production et la distribution du papier.

Il s'engage à communiquer à l'acheteur le bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Afin de respecter l'article 58 de la loi AGEC un minimum de 40% des achats de papier, sera constitué de papier recyclé. Le prestataire fournira au moment de la revue de compte annuelle, les statistiques des commandes de papier recyclé et de papier non recyclé.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le représentant de la composante.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison fixé dans l'offre du titulaire est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Ce délai démarre dès la réception du bon de commande au titulaire sur l'outil de commande en ligne.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

19 - Clauses techniques particulières

L'université a besoin d'un papier multi-usage, convenant à tout type copieurs haut volumes et copieurs et imprimantes (laser, jet d'encre, noir et blanc et couleur), pour ses travaux quotidiens de bureau et sa communication interne et externe (correspondances, circulaires, contrats, rapports, etc...). Le papier est également destiné aux besoins des ateliers de reprographie dont la liste est fournie en annexe. Les ateliers réalisent des travaux de différente nature en noir et blanc et en couleur, façonnés ou non (documents de scolarité, supports de cours, thèses, sujets d'examen, documents administratifs...). L'ensemble des références de papiers proposées doit avoir des caractéristiques répondant aux exigences de labels de gestion durable des forêts issus d'un système de certification reconnu au niveau international (PEFC, FSC ou équivalent).

Les principales commandes sont détaillées ci-dessous.

Papier recyclé pour le lot 1 pour tout type de copieurs, et imprimantes :

- Papier blanc 100% recyclé
Format A4 (210x297 mm) et A3 (420x297 mm) 80g

- Papier couleur pastel recyclé
Format A4 (210x297 mm) et A3 (420x297 mm) 80g

Papier non recyclé réservé exclusivement au lot 2 pour les copieurs haut volumes des ateliers de reprographie :

- Papier BLANC
Format A4 (210x297 mm) et A3 (420x297 mm) différents grammages

- Papier couleur Pastel, Vive
Format A4 (210x297 mm) et A3 (420x297 mm) différents grammages

- De formats spéciaux : le format 45x32 (SR3A), les bobines pour traceur et roll-on

Les caractéristiques de l'ensemble de ces papiers (grammage, blancheur, opacité de qualité pour les impressions recto/verso), doivent répondre aux normes ISO et CIE en vigueur.

En cours d'exécution du marché, des références pourront être rajoutées aux bordereaux des prix unitaires des 2 lots en fonction des besoins de l'université.

Le présent accord cadre concerne exclusivement la commande de papier. Les commandes de fournitures autre que le papier (cartouches, enveloppes, cartons, etc...) sont interdites dans le cadre du présent marché.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services